



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA
A FIN AOUT 2018**

Octobre 2018



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

A FIN AOUT 2018

OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

	Pages
PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1 <i>Activité économique dans le monde</i>	6
1.2 <i>Actions des banques centrales</i>	6
1.3 <i>Marchés des matières premières</i>	8
1.4 <i>Marchés financiers mondiaux</i>	10
II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA	12
2.1. - <i>Production de biens et services</i>	12
2.2 - <i>Inflation</i>	15
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE	16
3.1 <i>Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire</i>	16
3.2. <i>Taux d'intérêt débiteurs</i>	17
3.3. <i>Liquidité bancaire</i>	18
3.4 <i>Situation monétaire</i>	19
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	21
4.1 <i>Marché boursier de l'UEMOA</i>	21
4.2 <i>Marché des titres de la dette publique</i>	21
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	24
5.1. <i>Environnement international</i>	24
5.2. <i>Perspectives de croissance dans l'UEMOA</i>	26
5.3. <i>Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union</i>	28
5.4. <i>Perspectives d'inflation</i>	28
ANNEXES STATISTIQUES	29

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Evolution récente

Malgré les craintes persistantes d'une guerre commerciale, les indicateurs de l'économie américaine confirment la bonne tenue de l'activité économique en août 2018. Dans la zone euro, les indicateurs conjoncturels signalent une stabilisation de la croissance, après le fléchissement du premier semestre 2018. Au niveau des pays émergents, les tensions actuelles des marchés ont quelque peu assombri les perspectives économiques, ce qui pénaliserait les exportations.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception des banques centrales des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie et de la Turquie qui ont relevé leurs taux directeurs et mené quelques actions sur le marché des changes.

Les cours des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA ont évolué à la baisse durant le mois sous revue, à l'exception de ceux du caoutchouc. Les baisses les plus importantes concernent le cacao, l'huile de palme, le café, l'or et le coton. Les produits alimentaires importés ont connu des variations contrastées.

Les regains de tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, notamment la Chine, la Russie et la Turquie, continuent d'affecter les places boursières et le marché des changes. La poursuite des discussions entre les Etats-Unis et la Chine sur les mesures commerciales a toutefois apaisé les tensions. A cet effet, les marchés boursiers ont connu des évolutions contrastées. Les bourses américaines et asiatiques ont augmenté, alors que celles des places européennes ont baissé. Au niveau des marchés des changes, la monnaie européenne s'est affaiblie par rapport au franc suisse, au yen japonais et au dollar américain. En revanche, l'euro s'est renforcé face à la livre sterling. Sur le marché ouest africain, le franc CFA s'est apprécié par rapport au leone sierra-léonais, au cedi ghanéen et au dalasi gambien. En revanche, le franc CFA s'est replié face au dollar libérien, au franc guinéen et au naira nigérian.

Au niveau des pays de l'UEMOA, les indicateurs récents de conjoncture indiquent un recul de l'activité économique en août 2018, dans les secteurs industriel, du commerce ainsi que des bâtiments et travaux publics (BTP). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la bonne tenue des activités des services marchands. Par rapport à la même période de 2017, le rythme de progression de l'activité économique est également en baisse, à l'exception des BTP où un regain de dynamisme a été noté.

Du côté des prix à la consommation, le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,9% à fin août 2018, stable par rapport aux réalisations du mois précédent. Le maintien du rythme de progression du niveau général des prix est lié essentiellement aux composantes « Alimentaire », « Logement » et « Transport ». Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti, en glissement annuel, à 0,9% à fin août 2018 contre 1,2% à fin juillet 2018. Cette détente de la tendance de fond de l'inflation est en rapport avec la baisse des tarifs de communication dans la plupart des pays de l'Union, conjuguée à celle des

articles d'ameublement.

Les conditions financières dans l'UEMOA ont poursuivi leur détente au cours du mois sous revue, avec des taux sur les marchés monétaire et interbancaire en baisse. Sur les guichets de la Banque Centrale, le taux moyen pondéré et le taux marginal des opérations d'appels d'offres à une semaine sont ressortis respectivement à 2,80% et 2,50%. Toutefois, sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est remonté à 4,67%, en hausse de 26,3 points de base en un mois. Les taux débiteurs appliqués par les banques aux opérateurs économiques sont ressortis en hausse, passant de 6,73% à 7,00%. La hausse est principalement localisée au niveau des concours accordés aux entreprises privées du secteur productif, aux particuliers et à la clientèle financière. L'analyse suivant l'objet du crédit indique une progression des taux débiteurs relatifs aux crédits d'exportation, de trésorerie et de consommation.

La liquidité propre des banques s'est améliorée de 43,8 milliards, en liaison avec l'incidence positive des versements des billets (+34,4 milliards) et du solde des opérations avec les Etats (+240,0 milliards), atténuée par le recul des transferts nets (-161,7 milliards).

La situation monétaire de l'Union à fin août 2018, comparée à celle prévalant une année plus tôt, est caractérisée par une progression de la masse monétaire (+9,0%), portée essentiellement par l'accroissement des actifs extérieurs nets (AEN) (+58,6%). En effet, les AEN des institutions de dépôts de l'Union se sont renforcés, en liaison avec la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards.

2- Perspectives

Au plan de l'environnement externe et pour le reste de l'année 2018, il est attendu la poursuite de la dynamique favorable de l'activité économique, confortée notamment par la bonne tenue de la demande intérieure, notamment aux Etats-Unis. Sur le troisième trimestre 2018, l'activité économique demeurerait soutenue. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un renforcement de la croissance dans les pays partenaires de l'Union aux troisième et quatrième trimestres 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en hausse aux États-Unis. En zone euro, l'activité économique se ressentirait des inquiétudes autour des marchés émergents, de la situation politique en Europe et des tensions commerciales avec les Etats-Unis. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du brexit affectent l'activité économique.

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union connaîtraient des évolutions contrastées. Les cours du pétrole, du café robusta et du caoutchouc augmenteraient, tandis que ceux des autres produits baisseraient. La hausse des cours du pétrole serait alimentée par les craintes sur l'offre, en liaison avec l'entrée en vigueur, attendue en novembre 2018, des sanctions américaines sur le secteur pétrolier iranien. Les cours du cacao baisseraient en relation avec les perspectives d'une hausse de la production en Côte d'Ivoire, premier pays producteur. Pour ce qui concerne les produits importés, les

prix du blé et du maïs augmenteraient, en réaction à la détérioration des perspectives agricoles dans l'Union Européenne et en Russie.

Dans les pays de l'UEMOA, au titre du mois de septembre 2018, l'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leur dynamisme. Les économies de l'Union bénéficieraient du renforcement de la demande intérieure et des perspectives favorables de la campagne agricole. Des conditions financières favorables sur les marchés financiers internationaux et au plan régional faciliteraient également la conduite des affaires.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin août 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir un accroissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,8% au troisième trimestre 2018, après une réalisation de 6,5% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme de l'activité au troisième trimestre 2018 est attribuable notamment au renforcement de la production manufacturière. La bonne tenue de la fourniture d'énergie et de la demande intérieure dans tous les pays renforcerait cette tendance haussière. Toutefois, le repli de l'activité extractive, notamment de production d'uranium et d'or, a exercé un effet modérateur. Sur l'ensemble de l'année 2018, le rythme d'expansion de l'économie s'établirait à 6,7%, en accroissement par rapport aux réalisations de 2017 (+6,6%). L'expansion économique serait soutenue par la hausse de la production agricole et la bonne tenue des activités industrielles. En outre, cette embellie serait portée par le dynamisme des activités dans les secteurs des Bâtiments et travaux publics, qui continuent de bénéficier de l'exécution de grands chantiers dans les infrastructures de base, conformément aux Plans et Programmes nationaux de développement, en cours de mise en œuvre dans l'ensemble des Etats membres de l'Union.

La masse monétaire de l'Union se situerait à 26.171,4 milliards à fin septembre 2018 contre 23.690,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.481,0 milliards (ou +10,5%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 2.099,2 milliards (+8,1%) des créances intérieures attendues à 28.013,4 milliards et des avoirs extérieurs nets (+929,5 milliards ou +21,8%).

Les prévisions d'inflation font ressortir une hausse des prix de 1,0% à fin septembre 2018, après 0,9% au mois d'août 2018. En octobre 2018, les prix augmenteraient de 1,1%. La hausse du taux d'inflation serait imputable principalement à celle des prix des produits alimentaires. Sur la base des réalisations des huit premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,9% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

Malgré les craintes persistantes d'une guerre commerciale, les indicateurs de l'économie américaine confirment la bonne tenue de l'activité économique en août 2018. Le marché du travail a continué de se renforcer et l'activité économique a progressé à un rythme vigoureux. La croissance des dépenses des ménages, traditionnelle locomotive de la croissance américaine, et les investissements des entreprises se sont accrus, tandis que l'inflation demeure proche de la cible de la FED de 2%. Dans la zone euro, les indicateurs conjoncturels signalent une stabilisation de la croissance, après le fléchissement du premier semestre 2018.

Au niveau des pays émergents, les tensions actuelles des marchés ont quelque peu assombri les perspectives économiques, ce qui pénaliserait les exportations. La Chine a toutefois enregistré une production industrielle et des ventes au détail supérieures aux prévisions, même si la faiblesse record des dépenses d'investissement met en évidence le maintien des signes de ralentissement de l'économie chinoise dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. La production industrielle est en hausse de 6,1% en août sur un an, légèrement supérieure à la progression attendue par les analystes, de 6,0%, comme en juillet. Les ventes au détail ont aussi été plus importantes que prévu. Elles ont augmenté de 9,0% en août 2018 par rapport à août 2017. En revanche, l'investissement en actifs immobilisés a progressé de 5,3% au cours des huit premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2017, moins que le niveau attendu par les analystes.

1.2. Actions des banques centrales¹

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception des banques centrales des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie et de la Turquie qui ont relevé leurs taux directeurs et mené quelques actions sur le marché des changes.

Le Président de la Banque Centrale américaine (FED), Monsieur Jérôme POWELL, a affirmé le vendredi 24 août 2018, le soutien de son Institution à la trajectoire actuelle d'une hausse graduelle des taux directeurs et indiqué que le Comité de Politique Monétaire de la FED prendrait ses responsabilités si l'inflation devait grimper. Dans ce contexte, la Réserve fédérale américaine (FED) a, le mercredi 26 septembre 2018, relevé ses taux d'intérêt de 25 points de base, les portant dans la fourchette entre 2% et 2,25%, le plus haut niveau depuis dix ans. Cette hausse est la troisième effectuée au cours de l'année 2018 et la huitième depuis 2015. Par ailleurs, la FED prévoit une autre hausse avant la fin de l'année, ainsi que trois autres en 2019. Le rythme tomberait ensuite à une seule hausse par an à partir de 2020. Un tel scénario porterait le principal taux d'intérêt américain à 3,375% en fin 2020, soit près d'un demi-point au-dessus du niveau considéré comme neutre, c'est à dire qui ne freine pas la croissance économique.

La Banque Centrale Européenne (BCE) estime qu'une politique monétaire prudente et persévérante demeure nécessaire. La maturité du cycle économique dans la zone euro et le caractère toujours accommodant de la politique de la BCE

¹Cette section passe en revue les dernières actions des banques centrales et perspectives.

devraient inciter davantage les pays à prendre des mesures nationales pour éviter des tensions sur le financement de l'activité. Ainsi, l'Institution a annoncé, le jeudi 12 septembre 2018, à l'issue de la réunion du Conseil des gouverneurs, une réduction de son programme de rachats d'actifs de 30 milliards d'euros à 15 milliards d'euros par mois à partir du mois d'octobre 2018. La BCE a également confirmé qu'elle mettrait un terme, à fin décembre 2018, à ces rachats, si les indicateurs confirmaient les perspectives actuelles d'inflation à moyen terme. L'arrêt de ce programme, démarré en 2015, pour relancer l'inflation en zone euro, constitue une nouvelle étape dans la normalisation progressive de la politique monétaire accommodante de la BCE.

Après avoir relevé le 2 août 2018 son principal taux directeur pour la deuxième fois seulement depuis la crise financière de 2008, la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué s'attendre à ce que l'inflation revienne juste au-dessus de son objectif de 2% dans deux ans, à la faveur d'un resserrement monétaire graduel. Ainsi, estimant que la situation intérieure n'avait guère changé depuis la réunion du 2 août 2018, à l'exception du dossier du Brexit, l'Institut d'émission a maintenu inchangé son taux d'intervention, le jeudi 12 septembre 2018. La Banque Centrale a mis en avant les craintes de plus en plus prononcées des marchés financiers face à l'échéance du Brexit. La décision de maintenir le taux directeur à 0,75% a été prise à l'unanimité des neuf votants.

La Banque du Japon (BoJ) n'envisage pas de relever ses taux d'intérêt pendant une assez longue période, réfutant certaines hypothèses selon lesquelles la BoJ serait en train de planifier un ajustement de sa politique monétaire ultra-accommodante. La Banque Centrale estime que maintenir les bas niveaux actuels des taux est un engagement, tant que les incertitudes persistent, assurant que la poursuite de cette politique monétaire allait naturellement conduire à l'objectif d'un taux d'inflation de 2%, même si cela intervient plus tard qu'attendu.

Au niveau des pays émergents, la Banque Centrale de la Russie a relevé, le vendredi 14 septembre 2018, d'un quart de point son principal taux directeur à 7,5%. Il s'agit de la première hausse de taux en Russie depuis la fin 2014, lorsque la Banque Centrale avait dû intervenir face à la chute du rouble. Avec le risque d'une accélération de l'inflation et de volatilité du rouble, elle a décidé l'arrêt de ses achats de devises jusqu'à la fin de cette année. La Banque Centrale turque a relevé, le jeudi 12 septembre 2018, son principal taux directeur, comme le prévoyaient les marchés, le portant de 17,75% à 24%, dans un contexte d'envolée de l'inflation et de chute de la livre turque, tout en déclarant qu'un nouveau resserrement de sa politique monétaire aurait lieu si nécessaire. En revanche, la Banque Centrale du Brésil a maintenu, le mercredi 1^{er} août 2018, son taux directeur à 6,5%, en liaison avec une inflation contenue.

Dans la sous-région, les banques centrales du Ghana (BoG) et du Nigeria (BCN) ont maintenu le statu quo concernant l'orientation de leur politique monétaire, en relations avec les tensions contenues sur les prix.

En zone CEMAC, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a, lors de son Comité de politique monétaire du 25 juillet 2018, maintenu inchangés les taux d'intérêt des appels d'offres (2,95%), de pénalité aux banques (7,0%) et de rémunération des réserves obligatoires (0,05%). En outre, la BEAC a décidé de la suppression des taux des avances aux Trésors Nationaux, en cohérence avec les nouvelles dispositions statutaires. Enfin, la BEAC a, dans le but du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, mis en place un corridor autour du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO). Ce corridor se situe une facilité de dépôts à un taux de 0,0 %, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP), et le taux de facilité marginale de prêt à 4,70 %, en remplacement du taux des prises en pension (TIPP).

1.3 – Marchés des matières premières

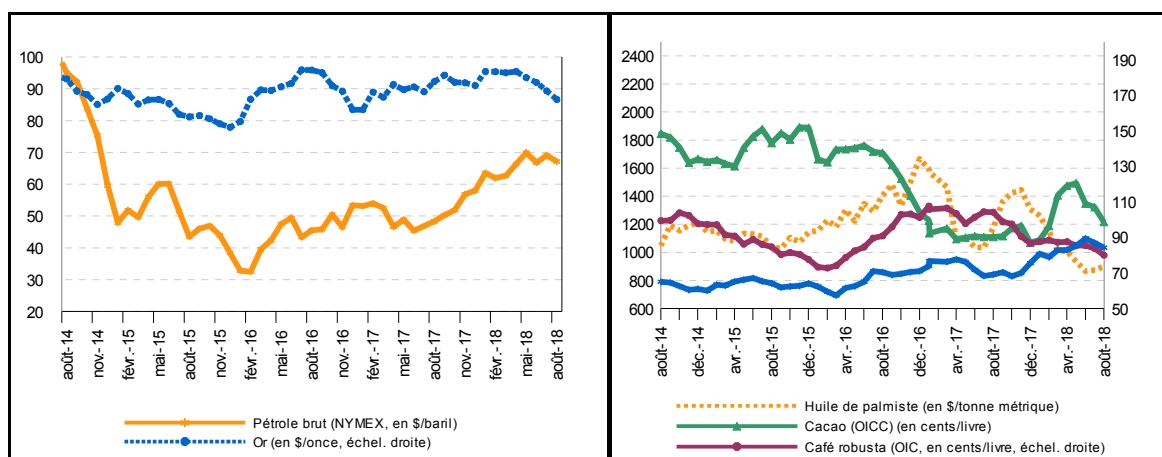
Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des évolutions à la baisse, tandis que les produits alimentaires importés ont connu des variations contrastées.

Les cours de la plupart des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA ont évolué à la baisse durant le mois sous revue, à l'exception de ceux du caoutchouc (+2,9%). Les baisses les plus importantes concernent le cacao (-7,8%), l'huile de palme (-6,2%), le café (-4,5%), l'or (-3,3%) et le coton (-3,1%). Les prix des matières premières sont affectés négativement par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique de certains pays développés et émergents, principaux consommateurs de matières premières agricoles et énergétiques, notamment ceux de la zone euro, la Chine et l'Inde. Cette situation est imputable aux tensions commerciales, notamment entre les Etats-Unis et la Chine.

Les prix du cacao restent affectés par les bonnes perspectives de la production mondiale, en liaison avec les conditions météorologiques favorables dans les principales zones de production d'Afrique de l'Ouest. Les cours de l'huile de palme et de l'huile de palmiste pâtissent de la hausse des stocks et de bonnes perspectives de l'offre mondiale. Le prix du café robusta a baissé, en relation avec la faiblesse du réal brésilien et les prévisions d'une récolte abondante au Brésil, premier pays production. Les cours de l'or ont, quant à eux, baissé dans le sillage de la hausse du dollar, qui lui est mécaniquement défavorable. Les cours du coton ont été pénalisés par la faiblesse de la demande des principaux importateurs, en particulier l'Inde et le Bangladesh. Les cours du coton se sont également ressentis de la pression d'une récolte plus importante que prévu aux Etats-Unis.

En revanche, les cours du caoutchouc (+2,9%) ont été portés par la baisse de l'offre et la reprise de la demande sur les marchés internationaux.

Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)

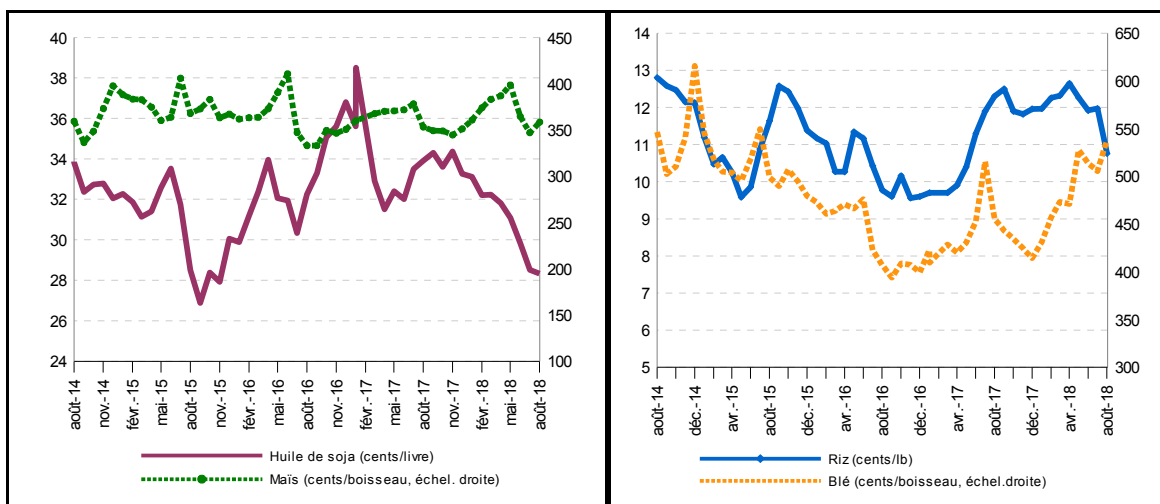


Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les prix des principaux produits importés ont enregistré des évolutions contrastées

Les prix du blé (+6,5%) et du maïs (+3,3%) ont été soutenus par la vigueur de la demande. En revanche, les cours de l'huile de soja (-0,6%) ont été affectés par les bonnes perspectives de la production mondiale, en relation avec l'amélioration des conditions climatiques dans les principales zones de production. Les prix du riz (-10,2%) ont reculé, en liaison avec la faiblesse de la demande des pays asiatiques et africains.

Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

1.4 - Marchés financiers mondiaux

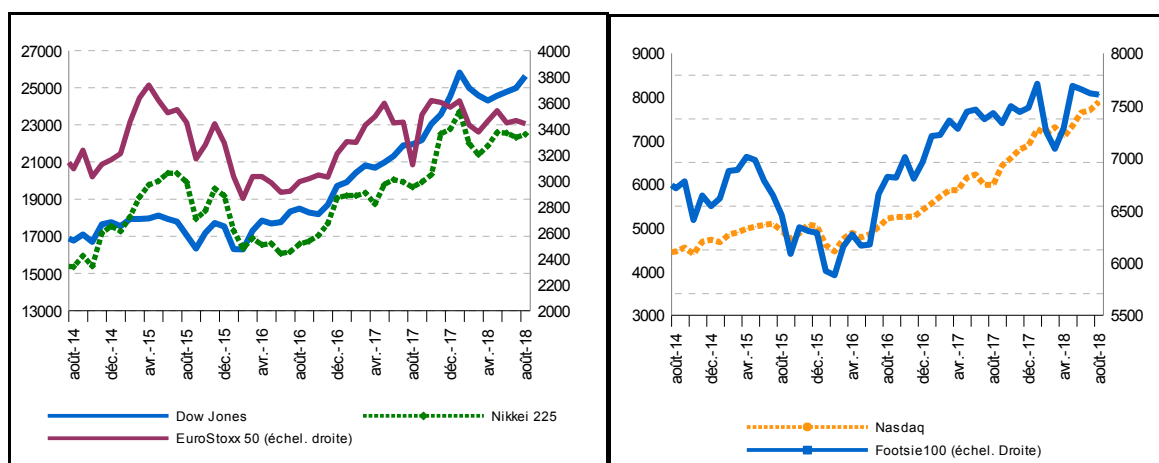
Les regains de tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, notamment la Chine, la Russie et la Turquie, continuent d'affecter les places boursières et le marché des changes. La poursuite des discussions entre les Etats-Unis et la Chine sur les mesures commerciales a toutefois apaisé les tensions.

1.4.1. Les places boursières

Les principaux marchés boursiers ont enregistré des évolutions contrastées, dans un contexte marqué par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, notamment la Chine, la Russie et la Turquie. Cette situation a affecté négativement les valorisations boursières sur les places européennes et asiatiques.

Ainsi, les indices Dow Jones de la bourse de New York et Nikkei 225 de la bourse du Japon ont progressé respectivement de 2,6% et 0,8%, tandis que l'Euro Stoxx 50 de la zone euro et le Footsie du Royaume-Uni ont enregistré des baisses respectives de 0,7% et 0,6%.

Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)



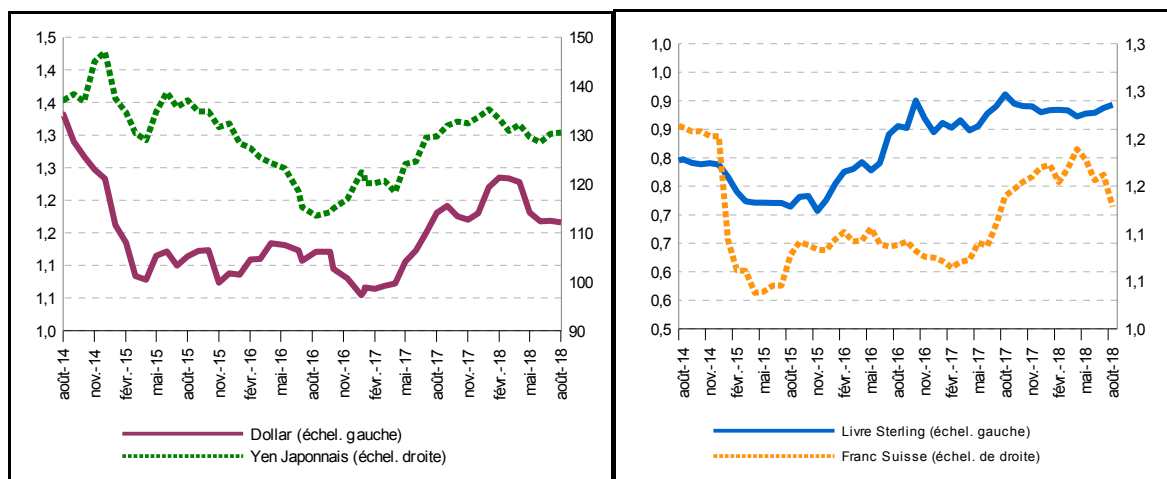
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.3. Les taux de change

La monnaie européenne s'est affaiblie par rapport à la plupart des devises des pays avancés, en l'occurrence le franc suisse (-1,8%), le yen japonais (-1,6%) et le dollar américain (-1,2%). En revanche, l'euro s'est renforcé face à la livre sterling (+1,1%).

L'euro a été affecté par la crise turque sur fond de tensions entre Ankara et Washington, notamment les inquiétudes de la BCE sur l'exposition de certaines banques européennes aux risques d'un effondrement des marchés financiers turcs. Le dollar a été soutenu par la bonne dynamique de l'économie américaine et les anticipations d'un resserrement graduel de la politique monétaire de la FED. La monnaie américaine a également tiré profit de son statut de valeur refuge dans un contexte d'incertitudes et de sorties de capitaux des pays émergents, notamment ceux les plus exposés au risque de ralentissement de l'économie chinoise. Quant à la livre sterling, elle est affaiblie par le regain d'inquiétudes liées aux négociations sur le Brexit.

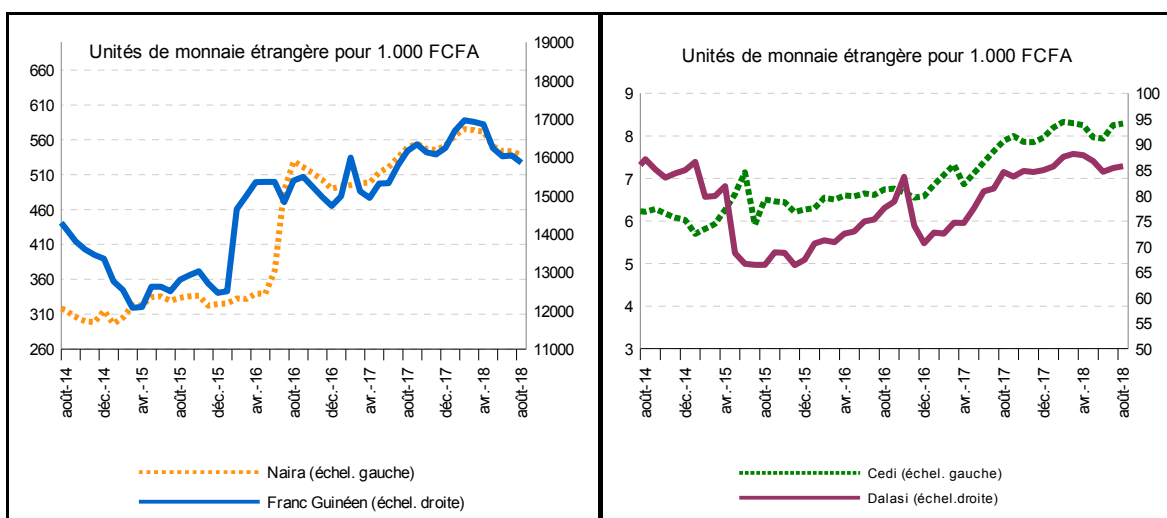
Graphique 5 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur le marché ouest africain, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est apprécié par rapport au leone sierra-léonais (+3,1%), au cedi ghanéen (+0,5%) et au dalasi gambien (+0,4%). En revanche, le franc CFA s'est replié face au dollar libérien (+8,4%), au franc gambien (-1,2%) et au naira nigérian (-1,1%).

Graphique 6 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de conjoncture indiquent un ralentissement de l'activité économique, notamment dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des bâtiments et travaux publics (BTP). Cette tendance a été atténuée par la bonne tenue des activités commerciales et des services marchands.

2.1.1 - Production industrielle

La production industrielle, corrigée des variations saisonnières (CVS), s'est repliée d'un mois à l'autre (-2,0%), après une baisse de 2,5% le mois précédent. Cette situation traduit la baisse de la production, principalement au niveau des secteurs manufacturier, extractif et de l'énergie.

Le recul des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la baisse de la fabrication des produits alimentaires, des produits chimiques et des produits métallurgiques de base. Toutefois, la hausse de la production de textile, de caoutchouc et de matières plastiques a atténué cette tendance.

Le repli des activités extractives est observé au Niger (baisse de la production d'uranium), au Mali (recul de la production de minerais métalliques) et au Togo (repli de l'activité des autres minerais). La hausse de la production de pétrole brut et du gaz naturel en Côte d'Ivoire a atténué la tendance baissière du secteur.

L'affaiblissement de la production d'énergie est lié à la fourniture d'électricité, en raison de la baisse de celle-ci en Côte d'Ivoire et au Bénin.

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	août	août	déc.	juillet	août (*)	juillet	août (*)
Production des activités extractives	-0,9	-5,3	-0,1	-1,9	-0,8	-1,3	-2,6
dont pétrole brut et gaz naturel	0,0	1,7	-0,2	-0,1	0,0	2,1	1,0
Industries manufacturières	-0,2	-1,3	-4,5	-0,6	-1,1	5,0	4,3
dont produits alimentaires et boissons	0,5	-1,6	-1,9	-2,1	-0,7	1,4	1,6
textiles	-0,5	0,6	0,0	-0,3	0,4	-0,4	0,5
produits pétroliers raffinés	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Electricité, eau et gaz	-0,2	0,1	-1,2	-0,1	-0,2	0,8	-0,1
Indice Général	-1,3	-6,6	-5,8	-2,5	-2,0	4,5	1,6

(*) données provisoires

Source : BCEAO

Par ailleurs, le ralentissement de la production industrielle, en variation mensuelle, a été noté au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger et en Guinée-Bissau.

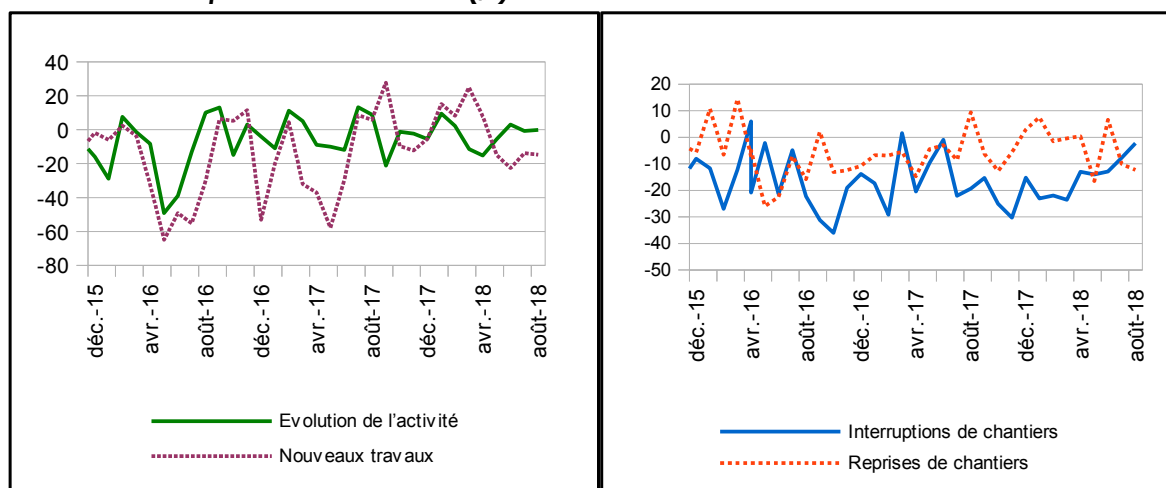
En glissement annuel, la production industrielle a ralenti, passant d'une hausse de 4,5% en juillet à 1,6% en août 2018, en liaison avec le repli des activités extractives et de production d'énergie.

2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois d'août 2018, l'enquête sur l'opinion des chefs d'entreprise fait état d'un léger ralentissement de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). En effet, l'indicateur du climat des affaires dans le secteur des BTP a reculé de 0,1 point, à 100,8 points en août 2018, en relation avec la baisse du niveau global de l'activité, de nouveaux travaux et la hausse des interruptions de chantiers.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a augmenté dans l'ensemble des compartiments du secteur des bâtiments et des travaux publics.

Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a baissé de 3,5%, en variation mensuelle, en août 2018, après +3,8% enregistré un mois plus tôt. Le recul de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des automobiles, motos et pièces détachées, des produits pétroliers et pharmaceutiques ainsi que des matériaux de construction. Cette tendance a été atténuée par la hausse des ventes des produits de l'alimentation.

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	août	août	déc.	juillet	août(*)	juillet	août(*)
Produits de l'alimentation	0,7	-0,5	-0,9	0,2	1,0	1,8	3,4
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,5	-0,1	-0,9	0,7	1,0	1,8	3,1
Équipement de la personne	0,2	-0,1	0,0	-0,2	0,0	-0,1	0,0
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,2	-0,1	0,0	-0,2	0,0	-0,1	0,0
Équipement de logement	-0,3	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,3	0,3
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-1,1	0,2	-0,8	0,8	-1,1	1,5	-0,2
dont véhicules automobiles neufs	-0,5	0,3	-1,0	0,4	-0,6	1,0	-0,2
Produits pétroliers	1,9	0,8	4,1	0,0	-1,0	5,3	3,2
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0,9	0,4	0,2	1,1	-0,9	1,4	0,0
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-1,1	0,4	0,2	1,0	-0,9	1,5	0,1
Produits divers	-0,1	-0,1	-0,8	1,8	-1,4	2,5	-0,1
INDICE GLOBAL	0,4	0,7	1,8	3,8	-3,5	12,7	6,5

(*) données provisoires

Source : BCEAO

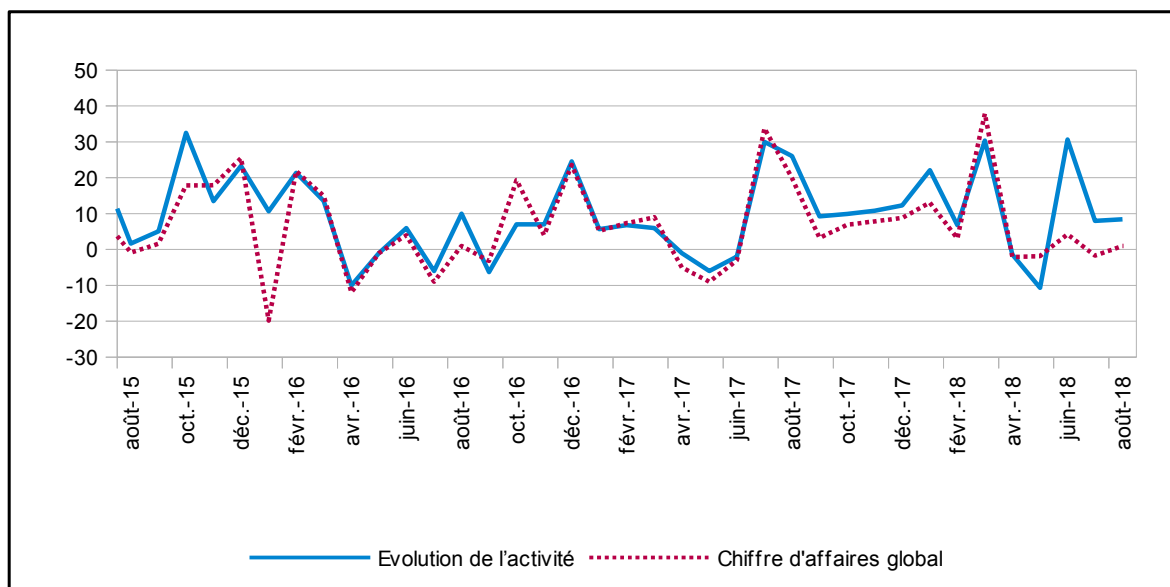
En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires a ralenti, passant de 12,7% en juillet 2018 à 6,5% en août 2018. Cette situation est attribuable essentiellement à la baisse des ventes des véhicules automobiles et au recul de la cadence de celles des produits pétroliers et pharmaceutiques.

2.1.4 - Services marchands

Selon l'opinion des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en août 2018 est favorable dans le secteur des services marchands. En effet, l'indicateur du climat des affaires dans ce secteur est passé de 99,6 points en juillet 2018 à 100,1 points en août 2018, imputable notamment à la hausse du volume global des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier.

En glissement annuel, le rythme de progression de l'activité des services marchands a baissé, passant de 12,2% en juillet 2018 à 6,3% en août 2018, en relation avec le recul de la demande, notamment sur le marché local. La décélération des activités d'intermédiation financière où le chiffre d'affaires passe d'un accroissement de 6,5% en juillet 2018 à 4,7% en août 2018 a accentué la tendance.

Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)



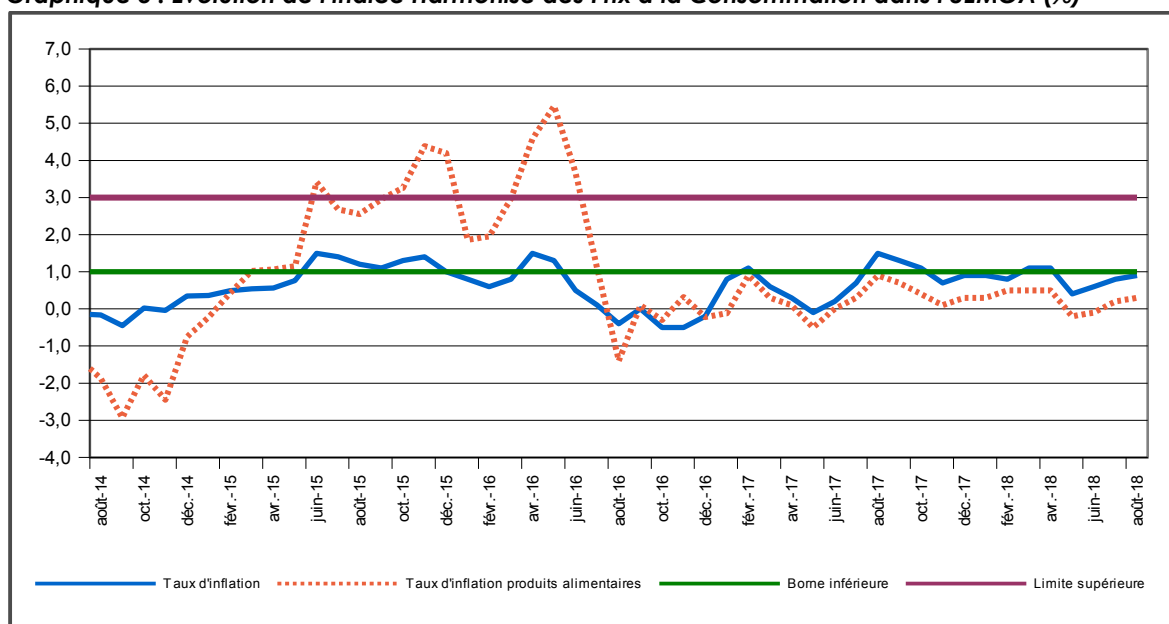
Source : BCEAO

2.2 – Inflation

Le rythme de progression du niveau général des prix a augmenté dans la plupart des pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,9% à fin août 2018, stable par rapport aux réalisations du mois précédent. L'évolution du niveau général des prix est pour l'essentiel imprimée par les composantes « Alimentaire » (+0,3 point de pourcentage (pdp)), « Logement » (+0,3 pdp) et « Transport » (+0,2 pdp). La hausse des prix des produits alimentaires s'explique principalement par le renchérissement des céréales dans certains pays sahéliens (Burkina et Mali), en rapport avec un approvisionnement insuffisant des marchés. Elle résulte également du renchérissement des produits de la pêche au Sénégal, en rapport avec la baisse de l'offre. S'agissant de la composante « Logement », la hausse des prix est en ligne notamment avec le renchérissement des loyers, essentiellement en Côte d'Ivoire, sous la pression de la demande. Quant à la progression des prix de la composante « Transport », elle est imputable à l'ajustement à la hausse des prix des carburants au Bénin et au Togo, couplé au renchérissement des services de transport au Niger.

Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti, en glissement annuel, à 0,9% à fin août 2018 contre 1,2% à fin juillet 2018. Cette détente de la tendance de fond de l'inflation est en rapport avec la baisse des tarifs de communication dans la plupart des pays de l'Union, conjuguée à celle des articles d'ameublement notamment en Côte d'Ivoire.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

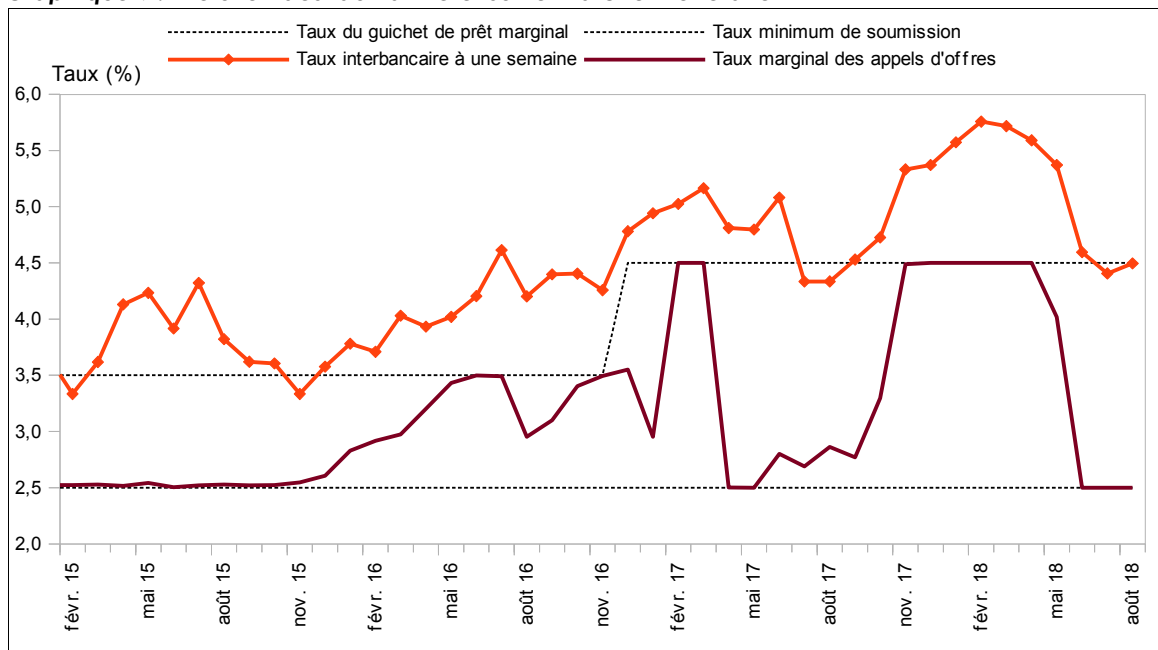
Les conditions financières et monétaires ont poursuivi leur détente, entamée en avril dernier. Le coût du financement accordé au secteur non financier est ressorti en baisse dans l'Union.

3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

La reconstitution de la liquidité propre bancaire, entamée depuis le début de l'année 2018, a conduit à une baisse des tensions sur le marché et une détente des taux. En août 2018, sur les guichets de la Banque Centrale, le taux marginal moyen des opérations d'appels d'offres à une semaine est demeuré à 2,50% et le taux moyen pondéré est ressorti à 2,86%, en baisse de 46,7 points de base par rapport au mois précédent.

Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine a légèrement dévié du corridor, se situant à 4,67%, en hausse de 26,1 points de base par rapport à juillet 2018. Un an plus tôt, ce taux ressortait à 4,33%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est ressorti à 4,64%, en augmentation de 3,5 points de base en un mois.

Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin juillet 2018 indique une légère hausse du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 7,00%, après 6,73% le mois précédent.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés aux entreprises privées du secteur productif (+37,7 pdb), aux particuliers (+3,9 pdb) et à la clientèle financière (+1,2 pdb). En revanche, le coût du crédit s'est replié pour les avances aux entreprises individuelles (-70,5 pdb) et aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (-56,1 pdb). L'analyse suivant l'objet du crédit indique une hausse des taux débiteurs relatifs aux crédits d'exportation (+95,1 pdb), de trésorerie (+29,8 pdb) et de consommation (+11,4 pdb). Par contre, les taux appliqués aux crédits d'équipement (-20,1 pdb) et d'habitation (-13,9 pdb) ont baissé.

Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)

	Niveau moyen mensuel							Variation mensuelle (en points de base)	
	2016		2017		2018			2018	
	août	déc	août	déc	juin	juillet	août(*)	juillet	août(*)
Taux débiteur global	6,9	7,2	6,9	6,9	6,9	6,7	7,0	14,0	27,6
Particuliers	8,5	8,7	8,6	7,3	8,2	8,3	8,4	16,9	3,9
Entreprises individuelles	6,9	6,9	6,9	6,8	6,3	6,9	6,2	-10,3	-70,5
Entreprises privées du secteur productif	6,7	7,2	6,5	7,1	6,6	6,4	6,8	17,8	37,7
Clientèle financière	8,0	7,9	7,7	7,1	8,1	8,2	8,2	9,4	1,2
Sociétés d'Etat et EPIC	7,5	6,7	7,4	6,2	7,4	6,6	6,0	-142,3	-56,1
Trésorerie	6,5	7,0	6,4	6,5	6,4	6,1	6,4	1,8	29,8
Consommation	8,4	8,3	8,3	7,6	8,3	8,2	8,3	-3,7	11,4
Equipement	6,5	7,6	7,3	7,8	7,7	7,8	7,6	-8,3	-20,1
Exportation	5,7	6,4	7,8	9,1	7,3	5,8	6,7	-55,3	95,1
Habitation	8,2	7,0	8,3	7,2	7,6	8,0	7,9	30,7	-13,9

(*) données provisoires

Source : BCEAO

Une hausse des taux débiteurs est observée dans tous les pays de l'Union. Les progressions les plus importantes ont été notées au Niger (+126,2 pdb, à 10,3%), en Côte d'Ivoire (+75,0 pdb, à 6,9%) et au Bénin (+38,7 pdb, à 7,9%).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en baisse de 9,2 points de base, à 5,5%, au mois d'août 2018. Par pays, ce repli est localisé au Sénégal (-68,6 pdb, à 5,2%), au Bénin (-36,0 pdb, à 5,9%), au Burkina (-14,9 pdb, à 5,6%) et au Niger (-4,0 pdb, à 5,7%).

3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois d'août 2018, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 43,8 milliards, en lien avec l'incidence positive des versements des billets effectués au guichets des banques (34,4 milliards) et du solde des opérations avec les Etats (240,0 milliards). Le solde des transferts qui est ressorti à -161,7 milliards a contribué à atténuer la liquidité propre.

Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets²*(en milliards, sauf indication contraire)*

	Encours mensuel			Variation	
	2017	2018		2018	
	août	juillet	août	juillet	août
Guichet hebdomadaire	3 153,5	2 775,6	2 820,2	-192,6	44,6
Guichet mensuel	766,4	720,0	715,8	81,2	-4,3
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet spécial de refinancement	60,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	3 980,2	3 495,6	3 535,9	-111,4	40,3

Source : BCEAO

Dans ce contexte marqué par une amélioration de leur trésorerie propre, les banques ont accru légèrement leur refinancement auprès de la BCEAO de 40,3 milliards.

Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

	(en milliards)		
	août-17 / juil-17	juil-18 / juin-18	août-18 / juil-18
Circulation fiduciaire (1)	47,3	-111,6	34,4
Transferts nets des banques (2)	-327,9	-407,4	-161,7
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	326,2	134,2	240,0
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-48,9	-161,6	43,8
Réserves obligatoires (5)	5,3	4,9	12,6
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	54,2	166,5	-31,2
Refinancements (7)	-105,5	-111,4	40,3
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-154,5	-273,1	84,1

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échu le 15 août 2018, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.035,1 milliards, soit 158,3% des réserves requises, en baisse de 23,2 points de pourcentage par rapport à juin 2018.

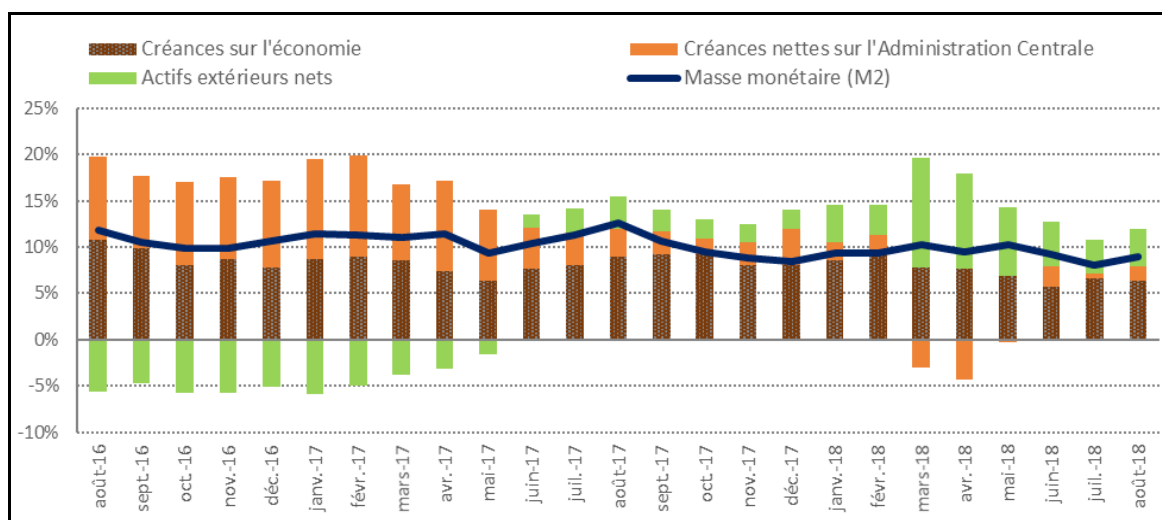
3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin août 2018 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (9,0%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et des créances nettes sur l'administration centrale.

Pour leur part, les composantes de la masse monétaire, que sont les dépôts et la circulation fiduciaire, se sont accrues respectivement de 10,2 % et 5,1%.

²NB : Les données des encours ne concernent que les banques.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 962,6 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1161,1 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 8.881,3 milliards, en hausse de 16% par rapport à août 2017. Cette amélioration du niveau des réserves a été induite notamment par la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards. La couverture des importations de biens et services par les actifs de réserves est ainsi ressortie à 5,2 mois à fin août 2018.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 1.904,5 milliards ou 7,4%, en rythme annuel, pour s'établir à 27.536,6 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et des créances sur les administrations publiques centrales (APUC).

Tableau 6 : Situation monétaire à fin août 2018

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

	août -17	Déc 17	juillet-18	août-18	Variation			
					Mensuelle (4)/(3)		annuelle (4)/(1)	
					(niveau)	(%)	(niveau)	(%)
Masse monétaire	23 967,2	24 649,8	25 922,8	26 126,2	203,4	0,7	2 159,0	9,0
Actifs extérieurs nets	4 654,1	4 172,5	5 789,0	5 616,7	-172,3	0,7	962,6	20,7
Créances intérieures	25 632,1	27 438,0	27 032,8	27 536,6	503,8	0,7	1 904,5	7,4
Créances nettes sur APUC*	6 759,4	7 276,8	6 655,3	7 130,4	475,1	0,7	371,0	5,5
Créances sur l'économie	18 872,7	20 161,2	20 377,5	20 406,2	28,7	0,7	1 533,5	8,1

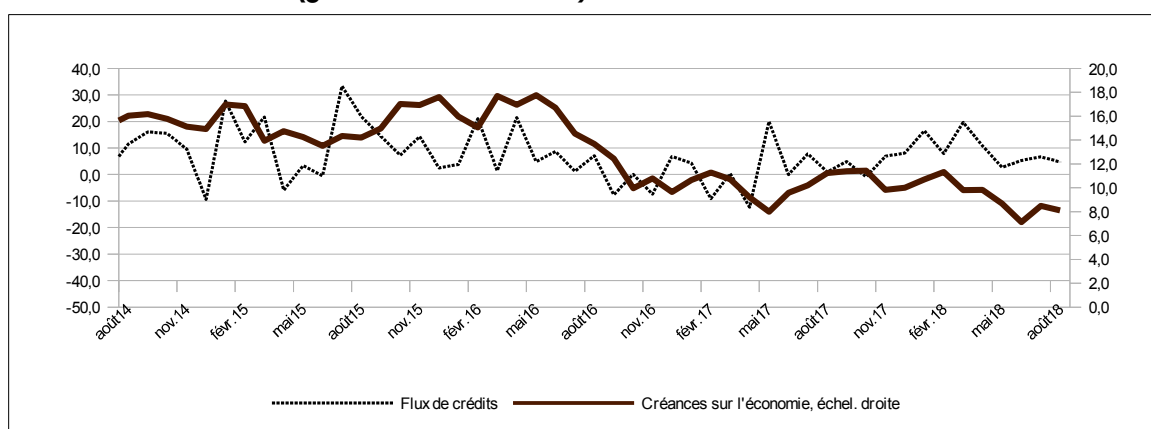
Source : BCEAO

(*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le rythme de croissance des créances sur l'économie, en glissement annuel, s'est établi à 8,1% contre 8,5% le mois précédent. Elles ont été portées essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+1.242,1 milliards ou +12,1%) et aux ménages (+548,1 milliards ou +9,5%). Les prêts aux sociétés publiques se sont accrus pour ressortir à 314,4 milliards ou 33,4% et ceux aux sociétés financières non bancaires ont baissé de 40,4%.

Les créances nettes sur l'administration publique centrale ont enregistré une hausse de 5,5% en août 2018, après +1,8% le mois précédent. Les émissions de la Côte d'Ivoire et du Sénégal en mars 2018 sur les marchés internationaux des capitaux ont réduit leurs recours au marché financier régional, réduisant le rythme de croissance de l'endettement des Etats vis-à-vis du système bancaire.

Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en places de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)



Source : BCEAO

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre juillet et août (8,1% contre 8,5% en juillet) s'est accompagnée par celle, plus accentuée, de nouvelles mises en place de crédits.

Les crédits nouvellement mis en place ont baissé de 15,6%, en variation mensuelle. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.088,2 milliards en août 2018, après 1.289,1 milliards en juillet 2018. Le repli des mises en place de crédit intervient dans un contexte de baisse des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont reculé de 11,5% à fin août 2018, en ressortant à 570,4 milliards contre 630,6 milliards le mois précédent. La contraction du volume des dépôts bancaires est imputable à l'Etat et organismes assimilés (-65,2%), aux sociétés d'Etat et EPIC (-60,3%), aux coopératives et groupements villageois (-51,6%) et aux assurances et caisses de retraite (-19,8%). La hausse des dépôts des entreprises individuelles (+44,7%), de la clientèle financière (+37,9%) et des particuliers (+13,5%) a exercé un effet modérateur.

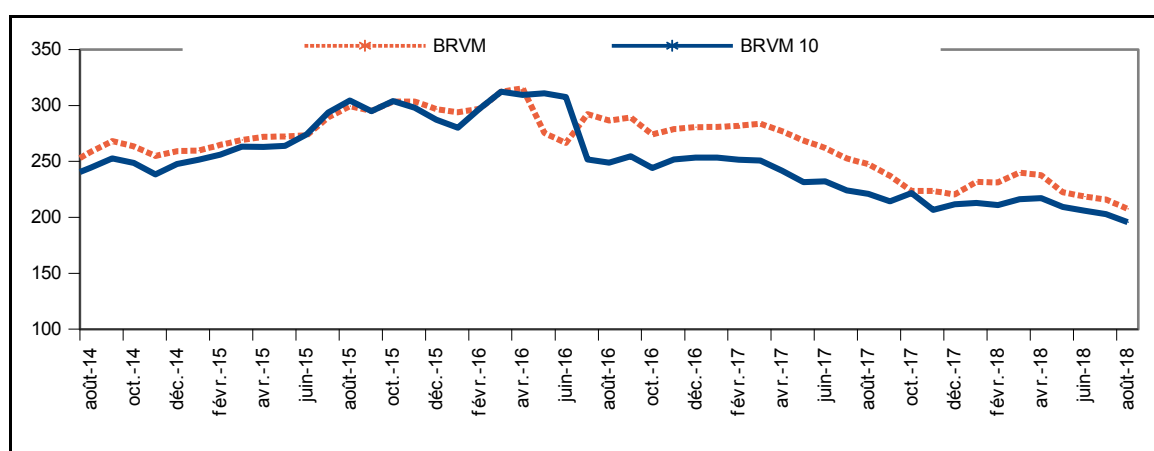
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional poursuivent leur tendance baissière en août 2018 et les Etats ont une préférence pour les bons du Trésor sur le marché de titres de dette publique.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), le principal indicateur d'activité du marché, l'indice BRVM composite, poursuit sa tendance baissière à 207,7 points en août 2018 contre 215,9 points en juillet 2018. La même tendance est observée au niveau de l'indice BRVM 10, passant de 202,8 points en juillet à 195,6 points durant le mois sous revue. En variation mensuelle, ces indicateurs d'activité baissent respectivement de 3,8% et 3,5%.

Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont repliés respectivement de 16,1% et 11,5%.

4.2 Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois d'août 2018, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a baissé de 139,8 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 244,6 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est contracté de 38,2 milliards par rapport à son niveau d'août 2017. Cette situation s'explique par le non-recours de la Côte d'Ivoire et du Sénégal au marché financier régional depuis leurs émissions d'euro-obligations en mars 2018. Cette tendance a été atténuée par l'amélioration du taux de couverture. Ce taux est ressorti en moyenne à 151,2% en août 2018, en hausse de 26,2 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année passée (125,0%).

La préférence des Etats a porté sur les bons du Trésor, avec 66,4% des émissions totales, après un taux de 48,8% le mois précédent et de 6,6% un an auparavant.

Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats entre juillet et août 2018

(En milliards)

	août 2017	2018		Variation (mds)	
		juillet	août	mensuelle	annuelle
Bons	18,7	187,7	162,4	-25,3	143,7
Obligations	264,1	196,7	82,2	-114,5	-181,9
Total	282,8	384,4	244,6	-139,8	-38,2

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont légèrement baissé d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 5,72% en août 2018 contre 5,99% le mois précédent. En revanche, il a évolué à la hausse par rapport à août 2017 où il est ressorti à 5,66%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 7,51% au cours de la période sous revue, contre 7,34% en juillet 2018 et 6,98% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois d'août 2018, après les émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal en mars 2018.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

Sur le reste de l'année 2018, l'activité économique poursuivrait sa bonne dynamique à l'échelle mondiale, confortée notamment par la bonne tenue de la demande intérieure aux Etats-Unis. Sur le troisième trimestre 2018, l'activité économique demeurerait soutenue. Au niveau des pays de l'Union, l'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leur dynamisme. Les économies de l'Union bénéficieraient du renforcement de la demande intérieure et des perspectives favorables de la campagne agricole. Des conditions financières favorables sur les marchés financiers internationaux et au plan régional faciliteraient également la conduite des affaires.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

La croissance économique mondiale demeurerait vigoureuse à l'échelle mondiale, tirée essentiellement par les pays avancés, en l'occurrence les États-Unis. Par ailleurs, selon le dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale, publié en octobre 2018, la croissance mondiale restera stable sur la période 2018–2019, mais à un niveau plus faible de 3,7% que les prévisions de 3,9% d'avril 2018. Cette croissance dépasse celle enregistrée entre 2012 et 2016.

Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un renforcement de la croissance dans les pays partenaires de l'Union aux troisième et quatrième trimestres 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en hausse aux États-Unis. En zone euro, l'activité économique se ressentirait des inquiétudes autour des marchés émergents, de la situation politique en Europe et des tensions commerciales avec les Etats-Unis. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du brexit affectent l'activité économique.

Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuel (%)

	Réalizations			Prévisions	
	T4- 2017	T1- 2018	T2- 2018	T3- 2018	T4-2018
Economies avancées	2,1	1,8	1,9	1,9	2,3
Etats-Unis	2,5	2,6	2,9	3,0	2,8
Zone euro	2,7	2,4	2,1	1,9	2,0
Japon	2,0	1,1	1,3	1,3	1,5
Royaume Uni	1,3	1,2	1,3	1,6	1,2
Economies émergentes	4,4	4,2	4,2	4,2	4,9
Chine	6,8	6,8	6,7	6,6	6,7
Inde	6,9	7,5	8,0	7,9	7,0
Brésil	2,1	1,2	1,0	1,0	1,2
Autres (Russie et AFS)	1,8	1,3	1,1	1,2	1,4
Pays partenaires de l'UEMOA	3,5	3,3	3,1	3,2	3,9
France	2,8	2,1	1,7	2,0	2,2
Pays-bas	3,1	3,1	2,8	2,5	2,7
Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)	4,6	4,7	4,8	5,2	4,0

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique ralentirait en Chine, en liaison avec la baisse de la cadence des dépenses d'investissement, à un plus bas depuis 1996, et l'affaiblissement de la demande intérieure, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. Dans les autres pays émergents, la croissance se renforcerait, notamment en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font ressortir une amélioration progressive de la situation économique et financière de la région, avec la remontée des cours du pétrole, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières convenues avec le FMI. Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 2,5% en 2018 après un niveau nul en 2017.

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les taux d'inflation dans la plupart des économies avancées se situeraient à des niveaux proches des objectifs des banques centrales. Dans les pays émergents, les prix sont également en hausse, en liaison avec la fermeté attendue des cours du baril de pétrole et des produits alimentaires. Au Ghana et au Nigeria, l'inflation poursuivrait sa tendance baissière.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	juin-18	juil.-18	août-18	sept.-18	oct.-18
Economies avancées	2,16	2,18	3,86	3,87	4,04
Etats-Unis	2,87	2,95	2,40	2,33	2,40
Zone euro	2,00	2,10	2,70	2,84	2,85
Autres	1,62	1,49	9,54	9,53	10,26
Economies émergentes	3,20	3,69	4,79	4,94	5,23
Chine	1,90	2,10	4,19	4,36	4,51
Inde	3,93	5,61	7,60	8,60	9,60
Brésil	4,39	4,38	4,19	3,99	3,78
Autres	2,59	2,69	3,17	2,83	3,01
Pays partenaires de l'UEMOA	2,09	2,28	3,27	3,29	3,40
France	2,02	2,29	2,26	2,21	2,25
Pays-bas	1,71	2,13	4,90	4,79	4,83
Autres	2,54	2,43	3,26	3,29	3,41
Pays voisins de l'UEMOA	10,62	10,40	15,22	16,22	17,22
Nigeria	11,23	11,19	15,40	16,40	17,40
Ghana	10,00	9,60	12,50	13,50	14,50

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union connaîtraient des évolutions contrastées. Les cours du pétrole, du café robusta et du caoutchouc augmenteraient, tandis que ceux des autres produits baisseraient.

Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (variation mensuelle en %)

Produits exportés	Réalizations				Estimations		Prévisions
	sept. 17	déc. 17	juin 18	juil. 18	août 18	sept. 18	oct. 18
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	8,5	2,1	-4,5	3,4	-2,8	4,0	7,4
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-10,1	-4,4	-2,9	-1,9	-4,5	-5,2	5,1
Cacao (OICC) (en cents/livre)	1,0	-9,9	-9,5	-2,0	-7,6	1,2	-8,0
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	3,7	8,0	4,8	-2,8	-3,1	-4,6	-5,2
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	14,0	-6,0	-2,9	-6,5	-6,2	-0,6	-4,6
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	34,8	-9,6	-7,4	0,8	3,2	-4,0	-6,8
Caoutchouc (en eurocents/kg)	6,8	1,5	-1,5	-4,5	2,9	-1,6	1,6
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)*	0,0	0,0	-9,1	-7,4	0,0	0,0	0,0
Or (en \$/once)	4,8	-1,0	-1,8	-3,1	-3,3	-0,2	0,1
Produits importés							
Huile de soja (cents/livre)	1,4	-3,2	-4,1	-4,4	-0,6	-1,4	4,7
Blé (cents/boisseau)	-5,3	-2,4	-2,6	-1,6	6,5	-4,9	0,8
Riz (cents/lb)	2,8	1,2	-2,8	0,4	-10,2	-4,4	1,7
Maïs (cents/boisseau)	-2,2	1,9	-8,5	-4,9	3,3	-1,5	3,9

Sources : Reuters, calculs BCEAO

La hausse des cours du pétrole serait alimentée par les craintes sur l'offre, en liaison avec l'entrée en vigueur, attendue en novembre 2018, des sanctions américaines sur le secteur pétrolier iranien. Les cours du cacao baisseraient en relation avec les perspectives d'une hausse de la production en Côte d'Ivoire, premier pays producteur.

Pour ce qui concerne les produits importés, les prix du blé et du maïs augmenteraient, en réaction à la détérioration des perspectives agricoles dans l'Union Européenne et en Russie.

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de septembre 2018, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure. Pour le reste de l'année 2018, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureront, avec la fermeté de la demande en provenance des principaux pays partenaires européens, dont la croissance est demeurée à un niveau soutenable.

Toutefois, l'accentuation des tensions commerciales et la mise en œuvre de mesures de rétorsion par les partenaires économiques de l'Union pourraient affaiblir les perspectives économiques de l'UEMOA via la réduction du volume du commerce mondial. Une tendance baissière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, à l'exception du pétrole, auraient des effets négatifs sur le budget et la croissance des Etats de l'UEMOA. Cette situation pourrait être exacerbée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la persistance de la faiblesse du taux de pression fiscale, ainsi que la dégradation du climat sécuritaire et de la situation politique.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture d'août 2018, l'activité économique se redressera dans le secteur des industries, en lien principalement avec la vigueur de la demande sur le marché intérieur. La baisse attendue des coûts d'exploitation soutiendra

cette tendance. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, avec l'accroissement des commandes en provenance du marché intérieur. La situation de la trésorerie des entreprises du secteur s'améliorerait. Les entreprises du secteur des services maintiendraient leur reprise, en liaison avec la hausse du volume global des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier. Les opérateurs des bâtiments et travaux publics anticipent un léger rebond de leur activité, en relation avec la hausse de nouveaux contrats signés et les reprises de chantiers.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin août 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir une amélioration de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,8% et 7,1% respectivement aux troisième et quatrième trimestres 2018, après une réalisation de 6,5% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme de l'activité, notamment au troisième trimestre 2018 est attribuable notamment au renforcement de la production manufacturière. La bonne tenue de la fourniture d'énergie renforcera cette tendance. Le repli de l'activité extractive, notamment de production d'uranium et d'or, exercera un effet modérateur.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

Tableau 10 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)			Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)							
	Réalizations			Réalizations				Estimation		Prévisions	
	2015	2016	2017	T1-2017	T2-2017	T3-2017	T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018
Secteur primaire	1,0	1,2	1,5	1,5	1,4	1,2	1,1	1,2	1,3	1,3	1,2
Agriculture vivrière	0,6	-2,8	0,6	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	0,9
Agriculture de rente (ou exportation)	0,3	0,0	0,6	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Sylviculture	0,1	2,8	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,0	1,3	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,2	0,1
Secteur secondaire	1,0	1,6	1,6	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,7	1,5	1,8
Activités extractives	0,1	1,0	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,1	0,1
Industries manufacturières	0,4	0,3	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1
Production énergie	0,0	0,1	0,1	0,4	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
BTP	0,5	0,2	0,5	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Secteur tertiaire	3,0	3,8	3,4	3,9	4,0	4,1	3,8	3,5	3,4	4,0	4,1
Commerce	0,4	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8
Transports, postes et communications	0,5	0,5	0,5	0,9	1,0	1,0	0,8	0,6	0,6	0,7	0,8
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,6	1,3	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9
Services non marchands	0,7	0,9	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7
Impôts et taxes	0,8	0,4	0,8	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,9	0,9
Produit Intérieur Brut	6,2	6,6	6,6	6,7	6,8	6,8	6,4	6,5	6,5	6,8	7,1

Source : BCEAO

Sur la base des estimations des deux premiers trimestres et des prévisions sur le reste de l'année ainsi que des informations disponibles à ce jour, le rythme d'augmentation du PIB de l'UEMOA s'établirait à 6,7% en 2018, après +6,6% en 2017.

L'expansion économique serait soutenue par la hausse de la production agricole, qui bénéficierait d'une pluviométrie satisfaisante et de la poursuite des actions mises en œuvre pour redynamiser les principales filières agricoles. La croissance économique serait également tirée par la bonne tenue des activités industrielles, en liaison avec les efforts continus pour l'amélioration de l'offre d'énergie électrique, notamment la construction de barrages hydroélectriques et de nombreuses centrales solaires dans toute l'Union. En outre, cette embellie serait portée par le dynamisme des activités dans les secteurs des Bâtiments et Travaux Publics qui continuent de bénéficier de l'exécution de grands chantiers dans les infrastructures de base, conformément aux Plans et Programmes nationaux de développement en cours de mise en œuvre dans l'ensemble des Etats de l'Union. Les contributions sectorielles s'élèveraient à 4,5 points pour le secteur tertiaire, principal pilier de la croissance économique, 1,3 point et 0,9 point respectivement pour les secteurs secondaire et primaire.

D'un point de vue des emplois, la consommation finale demeurerait le principal moteur de la croissance, avec une contribution de 4,8 points en 2018, en liaison avec la consolidation de la demande des ménages. L'apport des investissements à la croissance économique représenterait 3,3 points en 2018, en raison du démarrage de nouveaux chantiers et l'accélération de ceux en cours pour la construction d'infrastructures de base dans presque tous les pays de la Zone.

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 26.171,4 milliards à fin septembre 2018 contre 23.690,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.481,0 milliards (ou +10,5%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 2.099,2 milliards (+8,1%) des créances intérieures attendues à 28.013,4 milliards et des AEN (+929,5 milliards ou +21,8%).

L'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse, en glissement annuel, des créances sur l'économie (+8,2%) qui s'établiraient à 20.765,5 milliards et des créances nettes sur les Administrations publiques centrales (+7,9%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin septembre 2018, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+1.874,4 milliards) et de la circulation fiduciaire (+606,6 milliards).

5.4. Perspectives d'inflation

Les prévisions d'inflation font ressortir un léger accroissement du rythme de progression des prix en septembre 2018 (+1,0% contre 0,9% en août 2018). En octobre 2018, les prix évolueraient de 1,1%, en glissement annuel. La hausse du taux d'inflation serait principalement imputable à celle des prix des produits alimentaires. Cette situation s'expliquerait principalement par le renchérissement des céréales dans certains pays sahéliens, imputable à un approvisionnement insuffisant des marchés.

Tableau 11 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations						Estimation	Prévision
	août 17	déc. 17	mai 18	juin 18	juil. 18	août 18	sept. 18	oct. 18
Produits alimentaires et boissons	0,7	0,3	-0,2	-0,1	0,2	0,3	0,3	0,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Ameublement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Communication	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	0,2	0,2	-0,1	0,1	0,1	-0,1
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	1,1	0,9	0,4	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1

Source : BCEAO

L'augmentation des prix ainsi projetée serait amoindrie par l'offre suffisante des produits alimentaires. Sur la base des réalisations des huit premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,9% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	août	août	déc.	juillet	août	juillet	août
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	0,7	-0,5	-0,9	0,2	1,0	1,8	3,4
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,0	-0,2	0,0	-1,0	0,0	0,0	0,1
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,2	-0,2	0,0	0,5	0,1	0,0	0,2
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,5	-0,1	-0,9	0,7	1,0	1,8	3,1
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,2	-0,1	0,0	-0,3	0,0	-0,1	0,0
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,2	-0,1	0,0	-0,3	0,0	-0,1	0,0
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-0,3	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,3	0,3
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,2	0,2
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-0,2	-0,1	0,0	0,2	-0,2	0,2	0,1
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES	-1,1	0,2	-0,8	0,9	-1,3	1,5	-0,2
Véhicules automobiles neufs	-0,5	0,3	-1,0	0,5	-0,8	1,0	-0,2
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,5	-0,1	0,1	0,3	-0,2	0,1	0,0
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,3	0,3	-0,1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS PETROLIERS	1,9	0,8	4,1	0,0	-1,1	5,3	3,2
Produits pétroliers	1,9	0,8	4,1	0,0	-1,1	5,3	3,2
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	-0,9	0,4	0,2	1,2	-0,9	1,4	0,0
Produits pharmaceutiques et médicaux	-1,1	0,4	0,2	1,2	-0,9	1,5	0,1
Parfumerie et produits de beauté	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
PRODUITS DIVERS	-0,1	-0,1	-0,8	2,8	-2,4	2,5	-0,1
Machines de bureau et matériel et informatique	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,4
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,1	0,4	0,0	0,1	0,6	0,1	0,3
Autres produits	-0,2	-0,3	-0,8	2,7	-2,8	2,8	0,0
INDICE GLOBAL	0,4	0,7	1,8	4,8	-4,8	12,7	6,5

(*) données provisoires, CVS

Source : BCEAO

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	août	août	déc.	juillet	août	juillet	août
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,9	-5,3	-2,1	-1,9	-0,8	-1,3	-2,6
Pétrole brut et gaz naturel	0,0	1,7	-1,4	-0,1	0,0	2,1	1,0
Minerais d'uranium et de thorium	-0,3	-0,6	0,2	0,2	-0,4	0,3	-0,7
Minerais métalliques	-0,5	-6,7	-0,3	-1,8	-0,3	-4,1	-2,7
Autres minerais	0,0	0,3	-0,5	-0,1	-0,1	0,4	-0,2
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-0,2	-1,3	-3,2	-0,6	-1,1	5,0	4,3
Produits alimentaires et de boissons	0,5	-1,6	-1,2	-2,1	-0,7	1,4	1,6
Produits à base de tabac	0,1	0,0	-0,9	0,0	0,0	0,1	-0,1
Textiles	-0,5	0,6	0,0	-0,3	0,4	-0,4	0,5
Articles d'habillement	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1
Papier, carton et articles en papier et en carton	-0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	0,0	1,5	-0,3	1,5	1,6
Produits pétroliers raffinés	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits chimiques	-0,2	-0,1	0,1	0,1	0,0	1,4	1,6
Caoutchouc et matières plastiques	-0,4	0,1	-0,2	-0,5	0,1	-1,1	-0,9
Autres produits minéraux non métalliques	0,3	-0,2	-0,6	0,3	-0,1	0,2	0,2
Produits métallurgiques de base	-0,1	0,6	0,0	-0,3	-0,2	0,5	-0,8
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,1	-0,3	-0,2	0,3	0,0	0,4	0,5
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,3
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,4	-0,3	0,8	-0,7
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	-0,2	0,1	-0,5	-0,1	-0,2	0,8	-0,1
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0,2	0,0	-0,5	-0,1	-0,2	0,7	-0,1
Eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Indice Général	-1,3	-6,6	-5,8	-2,5	-2,0	4,5	1,6

(*) données provisoire, CVS

Source : BCEAO

Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)

	Niveau moyen mensuel				
	2016	2017		2018	
	août	août	déc.	juillet	août
NATURE DU DEBITEUR					
Etat et organismes assimilés	3,99	6,09	5,91	6,00	6,91
Particuliers	8,53	8,62	7,26	8,35	8,38
Clientèle financière	8,03	7,71	7,07	8,15	8,16
Sociétés d'Etat et EPIC	7,47	7,37	6,22	6,57	6,01
Assurances-Caisses de retraite	8,78	8,48	7,74	9,04	7,57
Entreprises privées du secteur productif	6,67	6,50	7,15	6,38	6,75
Entreprises individuelles	6,87	6,90	6,82	6,88	6,18
Coopératives et groupements villageois	9,87	8,12	10,23	9,94	9,50
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,58	8,47	8,07	8,62	8,56
Personnels des banques	2,00	2,32	2,54	2,01	4,70
Total	6,92	6,89	6,88	6,73	7,00
OBJET DU CREDIT					
Habitation	8,24	8,30	7,19	8,04	7,90
Exportation	5,73	7,82	9,15	5,77	6,72
Equipement	6,49	7,28	7,77	7,84	7,64
Consommation	8,37	8,31	7,61	8,19	8,30
Trésorerie	6,48	6,37	6,54	6,11	6,41
Autres	7,73	7,83	7,31	7,54	7,59
Total	6,92	6,89	6,88	6,73	7,00
DUREE DU CREDIT					
inf ou égale à 1 mois	5,70	6,06	5,57	5,87	6,14
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,50	5,78	6,07	5,67	5,65
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	6,90	7,30	6,79	7,28	7,86
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,51	7,93	7,98	7,39	7,95
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,12	7,36	8,00	6,74	8,47
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,97	8,49	7,92	8,00	8,14
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,93	7,82	7,52	7,86	8,02
Plus de 10 ans	5,81	6,28	6,16	5,97	4,97
Total	6,92	6,89	6,88	6,73	7,00

Source : BCEAO

Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA
(contribution en points de %)

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle		Glissement annuel	
	2017		2018		2018		2018	
	août	déc.	juillet	août	juillet	août	juillet	août
Crédits bancaires totaux	1 144,6	1 493,1	1 289,1	1 088,2	2,3	-15,6	12,6	4,7
Crédits aux particuliers	153,5	232,7	158,0	181,5	0,4	1,8	0,4	1,4
Crédits aux entreprises privées	828,4	890,7	683,2	544,4	-11,6	-10,8	1,7	-11,5
Crédits aux entreprises du secteur public	32,1	115,6	77,8	59,4	5,8	-1,4	4,0	4,3
Crédits de trésorerie	781,2	985,4	782,3	636,5	-5,2	-11,3	0,1	-5,0
Crédits de consommation	124,7	168,5	144,5	176,6	0,3	2,5	1,7	3,7
crédits d'équipement	80,7	130,4	64,4	91,5	-3,6	2,1	-1,4	1,0
Crédits d'habitation	20,2	23,8	21,7	15,4	-0,1	-0,5	0,1	-0,8

Source : BCEAO

Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	38,2	39,1	97,7	10,2	4,9	206,6	48,4	109,9
Burkina	31,1	80,0	38,9	43,1	6,4	674,5	74,2	85,9
Côte d'Ivoire	125,4	138,3	90,7	456,5	99,0	461,2	581,8	245,3
Guinée-Bissau	4,1	2,8	144,4	9,5	1,7	567,1	13,5	301,8
Mali	41,6	76,2	54,6	23,0	11,1	207,4	64,7	74,0
Niger	26,8	23,0	116,6	20,8	6,6	314,4	47,7	160,8
Sénégal	47,2	74,1	63,7	112,1	55,9	200,4	159,3	122,5
Togo	30,0	23,8	126,0	15,6	10,9	143,2	45,5	131,4
UMOA	344,4	457,3	75,3	690,7	196,5	351,6	1 035,1	158,3

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST